



Fiche d'informations de l'OFAC sur la sécurité alimentaire : Sanctions à l'encontre de la Russie et commerce agricole

Le 14 juillet 2022

Le département du Trésor publie cette fiche d'informations pour expliciter le fait que les États-Unis n'ont pas imposé de sanctions sur la production, la fabrication, la vente ou le transport de produits agricoles (y compris d'engrais), d'équipement agricole ou de médicaments à l'encontre de la Fédération de Russie (la Russie). De plus, le Bureau de contrôle des avoirs étrangers (OFAC) du département du Trésor a émis une licence générale large autorisant certaines transactions liées à des produits et équipements agricoles, des médicaments et des appareils médicaux, comme décrit ci-dessous. Les États-Unis soutiennent les efforts déployés par les Nations Unies pour faire en sorte que les céréales ukrainiennes comme russes parviennent aux marchés mondiaux et pour atténuer les effets de la guerre gratuite de la Russie contre l'Ukraine sur l'approvisionnement mondial en denrées alimentaires et sur leur prix.

Le commerce de produits agricoles et médicaux n'est pas la cible des sanctions imposées par les États-Unis à l'encontre de la Russie pour les atrocités commises en Ukraine. Veuillez consulter « [Fact Sheet: Preserving Agricultural Trade, Access to Communication, and Other Support to Those Impacted by Russia's War Against Ukraine](#) » pour de plus amples détails sur les autorisations accordées dans le cadre des sanctions des États-Unis pour des transactions liées à des produits agricoles ou médicaux, des activités d'organisations non gouvernementales (ONG), l'aide contre la COVID-19, la libre circulation de l'information, l'aide humanitaire et d'autres formes de soutien envers les personnes qui pâtissent de la guerre russe.

Les sanctions des États-Unis interdisent-elles l'exportation de produits agricoles en provenance ou à destination de Russie, transitant par la Russie ou liés à la Russie ?

Non. Les États-Unis n'ont pas imposé de sanctions à l'exportation de produits agricoles en provenance ou à destination de Russie, ou impliquant la Russie. De plus, dans la mesure où les transactions liées à l'exportation de produits agricoles en provenance ou à destination de la Russie, ou impliquant la Russie, peuvent être autrement interdites par les Règlements relatifs aux sanctions liées aux activités malveillantes de la Russie à l'étranger ([RuHSR](#)), l'OFAC a émis la licence générale 6B dans le but d'autoriser certaines transactions liées à la production, à la fabrication, à la vente ou au transport de produits et d'équipement agricoles, entre autres produits et activités.

Les États-Unis ont interdit l'importation aux États-Unis de poissons, de fruits de mer et de préparations à base de ces produits en provenance de Fédération de Russie (voir ci-dessous pour davantage de détails). Cette interdiction ne limite pas l'importation de poissons, de fruits de mer ou de préparations à base de ces produits en provenance de Fédération de Russie dans d'autres pays que les États-Unis.

Les sanctions des États-Unis interdisent-elles l'exportation d'engrais en provenance ou à destination de Russie, transitant par la Russie ou lié à la Russie ?

Non. Les États-Unis n'ont pas imposé de sanctions à l'exportation d'engrais en provenance ou à destination de Russie, transitant par la Russie ou impliquant la Russie. Dans la mesure où les transactions liées à l'exportation d'engrais en provenance ou à destination de Russie, transitant par la Russie ou impliquant la Russie font potentiellement par ailleurs l'objet d'une interdiction par les RuHSR, la licence générale 6B autorise, entre autres activités, certaines transactions liées à la production, à la fabrication, à la vente ou au transport de produits agricoles, y compris d'engrais.

Qu'en est-il de l'interdiction d'importation aux États-Unis de poissons, de fruits de mer et de préparations à base de ces produits en provenance de Fédération de Russie ? Est-ce que des particuliers qui ne sont pas des personnes relevant de la juridiction des États-Unis (*non-U.S. Persons*) risquent des sanctions s'ils continuent d'importer ces produits dans des juridictions autres que les États-Unis ?

Le [décret présidentiel 14068](#) interdit l'importation aux États-Unis de poissons, de fruits de mer et de préparations à base de ces produits, de boissons alcoolisées et de diamants non industriels en provenance de Fédération de Russie. Cependant, pour autant que l'importation de ces produits d'origine russe dans des juridictions autres que les États-Unis n'implique pas d'individu sous le coup de sanctions ou de transaction autrement interdite, les particuliers qui ne sont pas des personnes relevant de la juridiction des États-Unis ne s'exposent pas au risque de sanctions en vertu du décret présidentiel 14068.

En outre, la licence générale 6B autorise certaines transactions liées à l'exportation de poissons, de fruits de mer ou de préparation à base de ces produits en provenance de Fédération de Russie à condition que ces transactions ne concernent pas l'importation de ces produits d'origine russe aux États-Unis. Veuillez consulter la FAQ [1025](#) pour davantage d'informations.

Les transactions impliquant des services d'assurance et de réassurance liés au transport ou à l'expédition de produits agricoles en provenance ou à destination de la Russie, transitant par la Russie ou liés à la Russie, y compris des engrais, sont-elles permises dans le cadre des sanctions imposées par les États-Unis ?

Oui. Comme les États-Unis n'ont pas imposé de sanctions à l'exportation de produits agricoles en provenance ou à destination de Russie, ou impliquant la Russie, la fourniture de services d'assurance ou de réassurance liés au transport ou à l'expédition de tels produits n'est pas interdite. Dans la mesure où les transactions liées à de tels services d'assurance ou de réassurance peuvent faire par ailleurs l'objet d'une interdiction par les RuHSR, la licence générale 6B autorise certaines transactions liées à la production, à la fabrication, à la vente ou au transport de produits et d'équipement agricoles. Ces transactions sont susceptibles d'inclure des

services d'assurance et de réassurance liés au transport ou à l'expédition de produits et d'équipements agricoles.

Le régime de sanctions des États-Unis permet-il l'exportation vers la Russie d'équipements agricoles et de pièces détachées ?

Oui. Les États-Unis n'ont pas imposé de sanctions générales à l'exportation vers la Russie d'équipement agricoles ou de pièces détachées. Dans la mesure où les transactions liées à l'exportation d'équipement agricoles et de pièces détachées vers la Russie peuvent faire par ailleurs l'objet d'une interdiction par les RuHSR, la licence générale 6B autorise certaines transactions concernant des équipements agricoles. En outre, la licence générale 41 portant sur la Russie intitulée « *Authorizing Certain Transactions Related to Agricultural Equipment* » autorise des transactions liées à des équipements agricoles, des composantes ou des pièces détachées produits par certains ressortissants russes bloqués.

Les sanctions des États-Unis interdisent-elles l'exportation de produits agricoles et médicaux à partir du port de Novorossiysk ?

Le port de Novorossiysk ne figure pas sur la liste de l'OFAC des ressortissants spécialement désignés et des personnes bloquées (liste SDN). Il n'est pas sujet aux sanctions de blocage en vertu des RuHSR ou de tout autre autorité de sanction des États-Unis.

Dans la mesure où des transactions impliquant l'exportation de produits à partir du port de Novorossiysk peuvent faire par ailleurs l'objet d'une interdiction par les RuHSR, la licence 6B autorise certaines transactions liées à des produits et équipements agricoles, à des médicaments, à des appareils médicaux, à des pièces détachées et composantes pour appareils médicaux, ou à des mises à jour de logiciels pour appareils médicaux, ainsi que des transactions liées à la prévention, au diagnostic ou au traitement de la COVID-19 (y compris la recherche et les études cliniques liées à la COVID-19), ou à des essais cliniques en cours. Cela comprend l'exportation de tels produits à partir du port de Novorossiysk.

Les institutions financières des États-Unis peuvent-elles opérer des transactions liées à des exportations de produits agricoles, de médicaments ou d'appareils médicaux en provenance ou à destination de la Russie, transitant par la Russie ou liés à la Russie ?

Oui. Comme mentionné ci-dessus, les États-Unis n'ont pas imposé de sanctions à l'exportation de produits agricoles, de médicaments ou d'appareils médicaux en provenance ou à destination de Russie, ou en lien avec la Russie. De plus, dans la mesure où des transactions liées à l'exportation de produits agricoles, de médicaments ou d'appareils médicaux en provenance ou à destination de la Russie, ou liés à la Russie, peuvent faire par ailleurs l'objet d'une interdiction par les RuHSR, la licence 6B autorise certaines transactions liées à des produits et équipements agricoles, à des médicaments, à des appareils médicaux, à des pièces détachées ou des composantes pour appareils médicaux, ou à des mises à jour de logiciels pour appareils médicaux,

ainsi que des transactions liées à la prévention, au diagnostic ou au traitement de la COVID-19 (y compris la recherche ou les études cliniques liées à la COVID-19), ou à des essais cliniques en cours. Les établissements financiers des États-Unis ont le droit d'opérer des transactions autorisées en vertu de la licence générale 6B. Les établissements financiers étrangers peuvent opérer ou faciliter des transactions autorisées pour les personnes relevant de la juridiction des États-Unis en vertu de la licence 6B sans s'exposer à des sanctions.

Comme mentionné précédemment, les États-Unis ont interdit l'importation aux États-Unis de poissons, de fruits de mer et de préparations à base de ces produits en provenance de Fédération de Russie. Cette interdiction ne limite pas l'importation de poissons, de fruits de mer ou de préparations à base de ces produits en provenance de Fédération de Russie dans d'autres pays que les États-Unis.

La Joint Stock Company Russian Agricultural Bank est-elle sujette à des sanctions de blocage des États-Unis ?

Non. La Joint Stock Company Russian Agricultural Bank (Russian Agricultural Bank) ne figure pas sur la liste SDN de l'OFAC. Elle n'est pas sujette aux sanctions de blocage en vertu des RuHSR ou de tout autre autorité de sanction des États-Unis.

Cependant, les personnes relevant de la juridiction des États-Unis sont sujettes à certaines restrictions concernant le négoce de titres de créance et de participation de la Russian Agricultural Bank. Les personnes relevant de la juridiction des États-Unis impliquées dans une transaction où la Russian Agricultural Bank est l'une des parties doivent s'assurer que les conditions de paiement soumises à la Russian Agricultural Bank sont conformes aux restrictions imposées au négoce de ses titres de créance et de participation.

Plus spécifiquement, la Russian Agricultural Bank est sujette à la [directive 3](#) en vertu du décret présidentiel 14024, « *Prohibitions Related to New Debt and Equity of Certain Russia-related Entities* » (directive sur les entités liées à la Russie). La directive 3 interdit notamment les transactions et le négoce, par les personnes relevant de la juridiction des États-Unis ou depuis les États-Unis, de tout nouveau titre de créance d'une échéance de plus 14 jours ou de tout nouveau titre de participation concernant la Russian Agricultural Bank lorsque ces nouveaux titres sont émis à compter de 0h01 le 26 mars 2022 (heure d'été de New York). Cependant, la licence 6B autorise certaines transactions liées à la Russian Agricultural Bank qui sont interdites par les RuHSR (y compris la directive sur les entités liées à la Russie) concernant des produits et équipements agricoles, des médicaments, des appareils médicaux, des pièces détachées et des composants pour appareils médicaux, ou des mises à jour de logiciels pour appareils médicaux, ainsi que des transactions liées à la prévention, au diagnostic ou au traitement de la COVID-19 (y compris la recherche et les études cliniques liées à la COVID-19), ou à des essais cliniques en cours.

La Russian Agricultural Bank est également sujette à la [directive 1](#) en vertu du décret présidentiel 13662, paragraphe 589.202, de la réglementation sur les sanctions en lien avec l'Ukraine et la Russie. Les interdictions prévues au paragraphe 589.202 ne s'appliquent qu'à certaines activités de négoce de nouveaux titres de créance ou de participation concernant la Russian Agricultural Bank. Pour davantage d'informations, veuillez consulter les FAQ [370](#), [395](#) et [419](#) de l'OFAC. Les « personnes de États-Unis » sont également invitées à consulter [FAQs 1049-1055](#) pour des informations sur les interdictions relatives aux décrets présidentiels [14066](#), [14068](#) et [14071](#).

En cas de questions spécifiques sur des transactions impliquant la Russian Agricultural Bank, nous vous encourageons à appeler le numéro d'assistance de l'OFAC pour les questions de conformité au 1-800-540-6322 ou à envoyer un email à l'adresse : OFAC_Feedback@treasury.gov.

NB : L'OFAC peut uniquement répondre aux questions posées en anglais.

Licences supplémentaires

Pour les transactions qui ne sont pas autorisées d'une manière générale par l'OFAC et qui ne sont pas sujettes à une dérogation, l'OFAC examine les demandes de licence spécifique au cas par cas, en donnant la priorité aux demandes de licence et aux autres demandes de conseil concernant des activités humanitaires. Pour de plus amples détails sur le processus de licence spécifique, veuillez consulter la [page de demande de licence](#) de l'OFAC.

Tous les documents transmis à l'OFAC doivent être en anglais ou accompagnés d'une traduction en anglais.

Informations supplémentaires

En cas de questions, nous vous encourageons à appeler le numéro d'assistance de l'OFAC pour les questions de conformité au 1-800-540-6322 ou à envoyer un email à l'adresse : OFAC_Feedback@treasury.gov. Comme pour les demandes de licence spécifique, l'OFAC donne la priorité aux questions portant sur des activités humanitaires.

La présente fiche d'informations est traduite en français à des fins d'information uniquement. En cas de conflit entre cette traduction et l'original en anglais, c'est ce dernier qui fait foi.